

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 01/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATLANTIC TERRES SOLUTIONS

La Clarté
44410 Herbignac

Références : N3-2023-1115-RapportInspection
Code AIOT : 0006310797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2023 dans l'établissement ATLANTIC TERRES SOLUTIONS implanté ZIP de Cheviré Rue de l'Île aux Moutons 44000 Nantes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inscrite au plan de surveillance 2023 de l'inspection des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC TERRES SOLUTIONS
- ZIP de Cheviré Rue de l'Île aux Moutons 44000 Nantes
- Code AIOT : 0006310797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ATLANTIC TERRES SOLUTIONS est une plateforme dont les objectifs sont :

- le recyclage des produits minéraux inertes
- le transit et le regroupement des déchets d'amiante conditionnés avant expédition dans des filières d'élimination
- le tri, transit, regroupement, traitement et valorisation de terres et matériaux potentiellement impactés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Visite de suivi et de surveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.7.3	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, articles IV.3.9.2, IV.4.2 et IV.4.4	/	Sans objet
9	Prévention de la pollution	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article	Sans objet	9

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	atmosphérique	III.3.1		
11	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article III.3.2.1	Sans objet	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fiche d'identification préalable	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.4 et IX.4.3.1	Sans objet	1
2	Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Sans objet	2
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.3.9.2	Sans objet	3
5	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.3.4 et IV.4.2	Sans objet	5
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.1	Sans objet	7
8	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.5.1 et IV.5.1.2	Sans objet	8
10	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article II.6.4	Sans objet	10
12	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article III.3.3	Sans objet	12

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La montée en puissance des activités de l'établissement est progressive.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Fiche d'identification préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, articles IX.4 et IX.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation terres et matériaux
Prescription contrôlée – Contenu de la Fiche d'Identification Préalable
Rappel de la situation de la visite du 21/11/22 – Le rapport d'inspection de 2021 avait rappelé que les contrôles de chargement de déchets à leur arrivée sur site ne se substituaient pas aux procédures d'acceptation préalables visant à déterminer l'admissibilité des déchets (FIP, CAP).

<p>Constats du 13/11/23 – L'exploitant structure son processus d'acceptation des terres polluées en deux étapes. La première relève de la responsabilité du producteur qui caractérise ses déchets selon la méthodologie nationale de gestion des sites et des sols pollués, le cas échéant, complétée par des analyses des paramètres identifiés.</p> <p>Au cours de la seconde, ATS constitue un échantillon moyen des terres à partir de prélèvements effectués sur chaque chargement entrant, par batch d'au plus 300 t qu'elle fait analyser et compare aux critères fixés par son arrêté. Les examens et les résultats conditionnent la prise en charge des déchets.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que le processus respecte la disposition référencée.</p>
<p>Commentaires : ATS a présenté une demande de modification (PAC du 19/06/23) visant à clarifier cette prescription et sollicite la modification de deux seuils d'acceptation des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N°2 : Traçabilité des terres excavées

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des terres excavées – Bordereaux électroniques</p>
<p>Prescription contrôlée – Toute personne qui produit des déchets dangereux [...] les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.</p>
<p>Rappel de la situation de la visite du 21/11/22 – Le contrôle de traçabilité d'un lot de bétons pollués avait permis de constater que l'exploitant utilisait Trackdéchets. L'exploitant devait préciser les conditions de suivi des terres excavées ayant un statut de déchets dangereux.</p> <p>Constats du 13/11/23 – L'exploitant a présenté la traçabilité des déchets dangereux entrants (matériaux ou terres) en indiquant que leur acceptation sur la plate-forme est obligatoirement réalisée sous couvert d'un BSD électronique renseigné dans l'outil numérique Trackdéchets. Ces entrées font l'objet d'un double enregistrement dans Trackdéchets et dans la base de données informatiques interne de l'exploitant.</p>
<p>Commentaires : ATS sollicite dans le PAC du 19/06/2023 la rupture de la traçabilité des déchets travaillés sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N°3 : Prévention de la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.3.9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales – Régulation des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée – La matérialisation des hauteurs d'eau dans les bassins pour gérer les épisodes pluvieux exceptionnels et les eaux d'extinction.</p>
<p>Rappel de la situation de la visite du 21/11/22 – La définition des repères faits sur les échelles limnimétriques implantées dans les bassins était attendue.</p> <p>Constats du 13/11/23 – L'exploitant précise que les premiers repères marquent, pour les 2 bassins à la côte 4,64 mNGF, correspondent au volume mort servant de zone de décantation pour le bassin B1 (372 m³) et, la somme des volumes morts de décantation et des eaux d'incendie à confiner pour le bassin B2 (797 m³), à noter que le volume d'eaux d'incendie à confiner n'est que de 60 m³ (capacité précisée à l'art IV.3.9.2 en référence). Les seconds repères, à la côte 5,44 mNGF, correspondent aux volumes utiles nécessaires à la gestion des eaux pluviales d'une pluie d'occurrence centennale déterminés à partir d'un débit de fuite de 3 l/s/ha, soit 965 m³ pour B1 et 1 951 m³ pour B2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IX.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Disponibilité des volumes des bassins
Prescription contrôlée – Les bassins B1 et B2 sont régulièrement curés et vidangés afin de permettre en cas d'épisode pluvieux exceptionnel de mobiliser le volume « mort » pour la décantation.
Rappel de la situation de la visite du 21/11/22 – L'inspection relevait des retards dans l'installation de l'unité de traitement des eaux. B2 était fermé et en charge avec une potentielle limitation des disponibilités de ses volumes de stockage (volume « mort », régulation et confinement des eaux d'incendie) qui ont été retrouvés dès la fin mars 2021 avec la mise en service de la station.
Constats du 13/11/23 – Les bassins disposent d'un volume mort réservé à la décantation des eaux captées atteint à la côte 4,64 mNGF et d'un volume de gestion de la pluie centennale jusqu'à la côte 5,44 mNGF. Les côtes de débordement des ouvrages sont respectivement de 6,33 mNGF pour B1 et de 6,43 mNGF pour B2, très supérieures au respect des fonctionnalités des bassins. L'exploitant indique que les volumes « morts » pourraient être utilisés comme réserve incendie. Sachant que la hauteur d'eau correspondant à ce volume est de moins de 0,40 m à partir du fond du bassin et que ce volume est également utilisé pour décanter les eaux pluviales captées, cette fonction paraît difficilement envisageable sans une vérification auprès du SDIS, notamment quant aux conditions de pompage et de mise en place des matériels. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier la fonction « ressource en eau d'extinction » du volume mort des bassins. Le cas échéant et compte-tenu du volume disponible au-dessus de la côte centennale avant débordement des bassins, le volume mort pourrait être augmenté pour répondre à cette fonction. Un avis du SDIS est à solliciter. Toutefois, cette éventualité ne doit pas conduire à utiliser des eaux confinées à la suite d'un incendie comme d'eau d'extinction. Des travaux de curage sont programmés en avril 2024.
Commentaires : Ces évolutions pourront être instruites avec le PAC du 19/06/23.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, articles IV.3.4 et IV.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitements de l'eau
Prescription contrôlée – Collecte et traitements des eaux dans les bassins B1 et B2
Rappel de la situation de la visite du 21/11/22 – L'inspection avait relevé que les mesures en continu (pH, conductivité, débit) n'étaient pas réalisées. Constats du 13/11/23 – B1 collecte les eaux pluviales de la toiture, de la plate-forme de matériaux inertes, des voiries, de l'aire de stationnement et de l'aire de distribution de GNR, qui dispose de son propre séparateur d'hydrocarbures. B2 collecte les eaux des surfaces d'exploitation des terres impactées et des déchets d'amiante. Les paramètres de fonctionnement de la station de traitement des effluents sont instrumentés et reportés en temps réel auprès de l'exploitant (présentés pendant la visite). Les mesures en continu de pH, conductivité et débit sont effectives et des fonctionnalités d'interdiction de rejets ont été ajoutées depuis 2022, en cas de pH bas ou haut et de température trop élevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, articles IV.3.9.2, IV.4.2 et IV.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des effluents liquides
Prescription contrôlée – Autosurveillance des eaux du bassin B2
<p>Rappel de la situation de la visite du 21/11/22 – Les résultats d'autosurveillance reportés dans GIDAF montraient des dépassements de pH, de la VLE des HAP et de micropolluants que l'exploitant expliquait par des LQ du laboratoire supérieures aux VLE prescrites. L'exploitant mentionne une seule période de rejet en Loire à partir de B2, entre avril et mai 2022, pour un volume total de 335 m³ au cours de laquelle la valeur de pH n'était pas conforme à deux reprises avec des mesures ressortant à 8,6 et 9,1 pour les 8,5 prescrit.</p> <p>Constats du 13/11/23 – Toutes les mesures faites et reportées dans GIDAF jusqu'en 2022 ont été réalisées avant traitement et la plupart d'entre elles en l'absence de rejet dans le but d'acquérir des données sur la qualité des eaux. En 2022, les analyses semestrielles des échantillons prélevés dans B2 ne montrent aucun dépassement de VLE quel que soit le paramètre considéré. En 2023, GIDAF ne recense aucun rejet au cours de la période janvier à septembre.</p> <p>A la suite de la parution de l'AM du 20/06/23, l'exploitant a transmis, le 15/09/23, une proposition de suivi des PFAS dans B2 qui collecte des eaux au contact des terres souillées.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que le délai de démarrage de la campagne de mesures des PFAS est de 3 mois pour les installations classées sous la rubrique 2790. Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre cette campagne, étant précisé que le délai est déjà dépassé. Les prélèvements doivent être réalisés par un organisme de prélèvement accrédité COFRAC pour le prélèvement et un laboratoire d'analyse accrédité pour la partie analyse sur les 20 PFAS à mesurer (Cf. article 4 de l'arrêté du 20 juin 2023).</p> <p>La révision du programme de surveillance sollicitée par l'exploitant dans le PAC du 19/06/23, rendue possible par l'article IV.4.4 de l'arrêté d'autorisation, ne pourra être examinée par l'inspection que si l'exploitant justifie, pour chacun des polluants concernés, pendant la dernière période de 12 mois, de mesures systématiquement inférieures aux VLE prescrites effectuées selon des méthodes normalisées. Les limites de quantification (LQ) à considérer sont celles fixées dans « l'avis du 19/10/19 relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques » – matrice eaux résiduaires dans le cas des rejets – https://aida.ineris.fr/reglementation/avis-191019-relatif-limites-quantification-couples-parametre-matrice-lagrement</p>
Commentaires : Dans son PAC du 19/06/23, l'exploitant sollicite la modification de son programme d'autosurveillance, notamment pour certains micropolluants et leurs seuils associés (cette demande est en cours d'instruction).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article IV.1
Thème(s) : Risques chroniques, Economies de la ressource
<p>Prescription contrôlée – Art IV.1.1 [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours [...]</p> <p>[...] le recyclage des eaux de pluie est prioritaire au prélèvement d'eau dans le milieu.</p>
<p>Constats du 13/11/23 – La consommation d'eau était de 2 209 m³ dont 1 805 m³ prélevés sur le réseau public. En 2023, au 31/10/23, le prélèvement AEP n'était plus que de 75 m³, l'exploitant ayant modifié ses installations, dont l'alimentation du rotolue à partir des eaux pluviales récupérées dans B1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, articles IV.5.1 et IV.5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place de la surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée – [...] Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est proposée [...]. Cette surveillance sera effectuée par le biais d'un réseau composé a minima de 5 piézomètres localisés comme présenté dans le « Rapport de base directive IED » de mai 2019 [...]
<p>Constats du 13/11/23 – 5 piézomètres ont été forés en février 2021 conformément aux recommandations du rapport de base joint au dossier de demande d'autorisation en 2019. Leurs emplacements définitifs ont été légèrement modifiés pour tenir compte de contraintes de terrains, notamment pour éviter la géomembrane et les équipements du site. L'exploitant indique avoir déclaré les ouvrages au BRGM (art. 131 du Code minier) pour leur inscription dans la banque de données du sous-sol mais reste dans l'attente de leurs identifiants.</p> <p>S'appuyant sur deux diagnostics réalisés par des intervenants distincts en 2014 et 2018, la proposition de surveillance des eaux souterraines (31/01/22) exclut la présence de traceurs historiques dans les sols.</p> <p>Le programme de suivi proposé s'appuie sur les exigences de la directive IED (rapport de base) et sur les données recueillies lors du suivi d'un piézomètre temporaire mise en place en 2018, dont les résultats laissent apparaître très peu d'impacts dans les sols induits par les activités historiques exercées sur le site et dans les eaux souterraines liées aux activités amont. Pour les analyses, le programme proposé considère :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ les substances détectées dans les analyses faites en 2018, dont les HAP, l'arsenic et le PBDE (polybromodiphényléthers) ;➤ les substances mentionnées au titre des critères d'acceptation des terres et matériaux sur la plate-forme ATS (art. IX.4.2) ;➤ les substances mentionnées au titre des critères d'acceptation des terres et matériaux en vue d'un traitement biologique (art. IX.4.4) ;➤ les substances mentionnées au titre des rejets des eaux résiduaires (art. IX.3.9.2) ;➤ les substances spécifiques identifiées dans la réglementation applicable aux substances dangereuses (art. 33 AM du 02/02/98 rubrique 2790, 2717 et 2718) ;➤ les PFAS en application des dispositions de l'AM du 20/06/23. <p>Pour les fréquences de suivi, l'exploitant propose des analyses trimestrielles pour approfondir la connaissance de la qualité des eaux souterraines au cours de la première année puis selon une fréquence semestrielle.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que les propositions de l'exploitant sont cohérentes et demande à l'exploitant de compiler un historique des données recueillies faisant apparaître l'état 0 de la nappe avant l'ouverture de la plate-forme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article III.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air
Prescription contrôlée – L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air ambiant et des retombées de poussières. [...] Le nombre de points de mesure, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans une notice. Les dispositions suivantes sont a minima prises en compte [...]
<p>Constats du 13/11/23 – L'exploitant a procédé à deux campagnes de mesures qui rendent compte de la qualité de l'air et de l'empoussièrement aux abords de la plate-forme (EVADIES, rapports</p>

04922 version 2 et 08122 version 3 du 04/01/23)
<p><u>La surveillance des COV</u> (cartouches). Pour la majorité des COV mesurés sur 5 stations, les concentrations sont inférieures aux limite de quantification (LQ). Lorsqu'ils sont quantifiés, les teneurs en COV restent faibles et situées dans la gamme des valeurs habituellement observées en l'absence de source d'émission. Pour le benzène, seul COV réglementé, les teneurs maximales observées de 0,29 µg/m³ restent très en deçà de l'objectif de qualité de l'air fixé à 2 µg/m³ et, de facto, de la valeur réglementaire de 5 µg/m³.</p> <p><u>La surveillance des poussières</u> (jauges OWEN). Les teneurs en poussières sont inférieures à la limite des 350 mg/m²/j qui définit un empoussièrement élevé avec toutefois des pics mesurés à 266 mg/m²/j (en hiver) et à 349 mg/m²/j (en été).</p> <p><u>Concernant les HAP</u> (jauges OWEN). Les teneurs mesurées indiquent la présence de dépôts de HAP, en particulier pour la station sous les vents dominants, dont les profils tendent à être associés aux activités du site, plutôt représentés par le fluoranthène, le pyrène et dans une moindre mesure les HAP de type « benzo ». Les concentrations relevées, comparées aux valeurs représentatives du niveau de fond en France pour celles qui disposent d'une valeur de référence, mettent en évidence des niveaux non négligeables à l'emplacement du point de prélèvement.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de l'absence d'incidence sur la santé des tiers.</p> <p><u>Concernant les ETM</u> (11 espèces non demandées par l'art. III.3.1 uniquement mesurés lors de la dernière campagne de mesures). Les teneurs relevées sont de l'ordre du bruit de fond pour 8 métaux et proche de la LQ pour le mercure. Seul l'arsenic présente une valeur plus marquée. En outre, les concentrations en Cd, Hg, Ni, Pb et Zn ont été comparées à des références disponibles (valeurs réglementaires suisses et allemandes) qu'ils respectent, y compris l'arsenic (le devenir du Baryum n'est pas précisé).</p>
Commentaires : A partir de ces retours d'expérience, le PAC du 19/06/23 sollicite la révision de certaines conditions de surveillance des rejets gazeux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article II.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel
Prescription contrôlée – Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité [...].
<p>Constats du 13/11/23 – Les rapports annuels, transmis depuis la mise en service de la plate-forme en 2021, laissent apparaître des niveaux d'activités très inférieurs à ceux autorisés, ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le tonnage réceptionné de matériaux impactés ressort à seulement 27 500 t/2023 après 26 300 t/2022, 54 000 t/2021 et 17 800 t/2020, très en deçà des 200 000 t/an autorisées ; ➤ Aucun déchet amiantifère n'a été réceptionné depuis l'ouverture ; ➤ Le recyclage de matériaux inertes ressort à 400 t/2023, 1 300 t/2022, 1 500 t/2021 et 0 t/2020, très en deçà des 100 000 t/an autorisées.
Commentaires : L'exploitant sollicite une prorogation du délai de mise en service de cette activité
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article III.3.2.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale (qualité de l'air)
Prescription contrôlée – Caractérisation des émissions surfaciques – L'exploitant réalise [...] une analyse détaillée des émissions surfaciques des lots de terres et matériaux présents [...] pour s'assurer du caractère négligeable des émissions diffuses pour les lots concernés [...].
<p>Constats du 13/11/23 – Une campagne des émissions surfaciques des matériaux stockés a été réalisée en août 2022 (EVADIES – Rapport 08922 version 2 de nov. 2022) sur une liste de substances recherchées ramenée à 50 espèces en écartant les substances non compatibles avec la méthode de prélèvement, sans valeur de référence ou non analysables dans les canisters. En l'absence de méthodologie normalisée, l'exploitant a procédé à un repérage des points les plus émissifs avant de poser une chambre à flux pour collecter un échantillon d'air pollué prélevés par canisters dont le contenu a été analysé.</p> <p>L'analyse des COV montre une majorité de concentrations inférieures aux LQ, sauf pour 11 d'entre-elles que l'exploitant estime inférieures à 45 µg/m³, sauf pour les fractions aliphatiques qui atteignent 6 351 µg/m³ (fractions C8-C10) et 3 258 µg/m³ (fractions C10-C12) d'un même batch.</p> <p>Des analyses, l'exploitant a déduit les flux moyens en BTEX et en fractions d'hydrocarbures aliphatiques et aromatiques produits par les dépôts pour en calculer les concentrations prévisibles dans l'air à proximité de ces dépôts et les comparer aux référentiels disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>vis-à-vis des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP)</u>, la comparaison laisse apparaître des concentrations très en deçà des VLEP (pour les substances référencées disposant de valeurs dont le benzène, le toluène ou la coupe C6-C12), le ratio va de 10⁴ à 10⁶; ➤ <u>pour la pollution de l'air</u>, seul le benzène dispose d'une valeur réglementaire. En tenant compte du bruit de fond ambiant, la concentration du batch référencé ressort à 0,6 µg/m³ pour un objectif de qualité de l'air de 2 µg/m³ et une valeur limite pour la protection de la santé humaine de 5 µg/m³ ; ➤ <u>pour les valeurs toxicologiques de références (VTR)</u>, en référence à un coefficient de dangers (QD) de 1, les estimations, pour le benzène, le cis-dichloroéthylène et le toluène pour lesquels des VTR ont été fixées par l'ANSES ou le RIVM, montrent que, prises individuellement, les concentrations estimées de ces sources ne contribueraient pas à elles-seules à générer un risque pour les populations riveraines. <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'expliquer la valeur de référence de 45 µg/m³ à la laquelle les concentrations de COV sont comparées. Il est également demandé de justifier le choix du batch 87 comme point d'émissions maximum du benzène alors que les batchs 125 ou 94 ont tous deux des concentrations plus élevées ainsi que le flux estimé nul de ces mêmes batchs alors que des concentrations peuvent être mesurées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article III.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan
Prescription contrôlée – Un bilan de la surveillance de la qualité de l'air et des retombées de poussières et des caractérisations des émissions canalisés et surfaciques est fait dans les 24 mois suivant le démarrage du site puis tous les 4 ans [...].
<p>Constats du 13/11/23 – Le synthèse prescrite (qualité de l'air, empoussièrement et émissions surfaciques) après 24 mois d'exploitation (EVADIES – Rapport 08323 du 23/01/23) établit un bilan environnemental à partir des études et contrôles réalisés dont l'essentiel est évoqué aux points de contrôles 9 et 10. S'appuyant sur les conclusions du rédacteur qui estime que les résultats des études conduites ne montrent pas d'impact du site sur son environnement, l'exploitant considère pas nécessaire de poursuivre les investigations concernant les COV dans l'air ambiant, le suivi des dépôts atmosphériques de COV ainsi que celui des métaux ajoutés volontairement au programme</p>

de surveillance. Par contre, il propose de poursuivre la surveillance des poussières et des HAP, sans la station 3 en raison de sa trop grande proximité du stockage des enrobés, et de retenir une fréquence de passage annuelle pendant la période estivale.
Commentaires : Des prescriptions complémentaires seront proposées à la suite de l'instruction de ces demandes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet